

bulletin hebdo

FNT : huit mois d'apprentissage

Sergio Ferrari



Managua, décembre (ANN). La défaite électorale a placé les travailleurs nicaraguayens dans une situation tout à fait nouvelle. Le Front national des travailleurs (FNT) est entré "dans un processus d'apprentissage", comme l'explique Edgardo García, secrétaire national de l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC). Des concepts différents quant à la politique d'alliance et une nouvelle dynamique sandinisme/syndicalisme révolutionnaire caractérisent l'action syndicale, alors que de nouveaux défis sont lancés aux travailleurs des pays d'Amérique latine.

HUIT MOIS DANS L'OPPOSITION

Sergio Ferrari: Le 25 avril, ligne de partage des eaux dans la vie politique, le syndicalisme a pris un chemin différent. Que représente pour le FNT cette expérience récente?

Edgardo García: Tout d'abord, nous sommes sortis de la tutelle de l'Etat. L'intervention de l'Etat avait des conséquences positives mais aussi négatives. La philosophie politique du sandinisme facilitait un accord avec les patrons; mais cette intervention n'a pas permis un jeu totalement libre entre les travailleurs et les employeurs et a préservé l'existence de ces derniers. Sans cela, nous les aurions complètement déplacés. Aujourd'hui, le nouveau gouvernement intervient également, mais dans

une direction différente: il permet aux patrons de déplacer le syndicat.

S.F.: Pourrait-on définir l'étape actuelle comme la fin du syndicalisme "subventionné" par l'Etat?

E.G.: Effectivement, le syndicalisme protégé par le gouvernement a disparu en même temps que celui-ci (...) Il est évident que le gouvernement sandiniste a rendu notre action plus facile. En effet, il y avait des programmes en faveur des chômeurs, il y avait la Réforme agraire etc...

Aujourd'hui, la situation n'est plus du tout la même. La lutte contre les patrons n'est pas exempte de la peur de perdre son emploi, au moment où la masse de chômeurs représente une pression et une menace pour celui qui a du travail. Le cadre économique nous est adverse.

S.F.: Il existe certaines garanties, comme le droit de grève qui, du moins formellement, est davantage respecté que sous le gouvernement précédent.

E.G.: Il est certes arrivé que le gouvernement sandiniste suspende le droit de grève. Mais il a mis en place des instances de négociation qui ont permis la résolution de très nombreux conflits. Ce gouvernement n'a pas suspendu le droit de grève mais a fermé les instan-

ces de participation, que nous avons dû rétablir par des grèves, des mobilisations et la pression sociale.

S.F.: Tout indique que le FNT est entré dans une phase d'apprentissage intense.

E.G.: Sans aucun doute. Un des éléments les plus importants est la question des alliances. Avant, durant la guerre, les alliances avec d'autres groupes ou d'autres secteurs étaient passées à travers le gouvernement. Maintenant, nous les passons directement. Et cela demande un apprentissage.

SOMMAIRE

Consolidation du secteur "modéré"

L'affaire des missiles

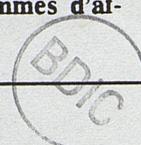
Des contras reprennent les armes

Changement à la tête de "La Prensa"

El Salvador : un hélicoptère qui tombe à pic

Guatemala : les hommes d'affaires au pouvoir

409 11481



UNE CONFRONTATION TROP RAPIDE ?

S.F.: Certains estiment que la confrontation avec le gouvernement, particulièrement lors des grèves de mai et juillet, a été artificielle et fortement politisée.

E.G.: Il est difficile de taxer d'artificielle la réaction à une politique qui frappe simultanément différents secteurs sociaux. La grève de juillet a eu lieu alors que les droits syndicaux étaient abolis, que le droit à la terre était sérieusement affecté par les décrets 10-90 et 11-90, que le budget était en diminution, le crédit limité et les taux d'intérêt en hausse. La grève de mai était différente. Elle concernait surtout les employés de l'Etat, qui ont une conscience politique développée. C'était un conflit d'adaptation face à un gouvernement dont les conceptions étaient totalement différentes de celles des syndicats.

Ces deux conflits ont été des moments d'apprentissage important en ce qui concerne les alliances. Nous avons eu le mérite de voir très rapidement que de larges secteurs paysans et patronaux, qui ne sont pas sandinistes, se heurtaient à de graves problèmes de taux d'intérêt, de financement de la production des biens de consommation intérieure, et que nous pouvions les mobiliser ensemble. Les gens se sont mis en lutte pour infléchir une politique économique qui favorisait l'installation des multinationales et la production d'exportation.

(...) Toutes les actions que nous avons menées sur des bases larges ont réussi, toutes celles qui ont été senties comme une tentative de revenir sur le verdict des urnes nous ont isolés. (...) Il est évident que nous ne sommes pas favorables à ce gouvernement, mais il y a beaucoup de gens qui, bien qu'ayant des problèmes avec les taux d'intérêt, n'en ont pas avec le gouvernement.

S.F.: Quel bilan faites-vous de la concertation économique et sociale qui a eu lieu en octobre?

E.G.: La victoire des travailleurs lors de la concertation, c'est la reconnaissance de leur pouvoir politique, des droits qui leur étaient niés depuis l'arrivée du nouveau gouvernement. C'est l'aspect le plus fondamental car le contenu des accords ne va pas permettre de résoudre les problèmes graves, comme le chômage ou l'inflation. La concertation a été intronisée comme forme de relation entre les forces sociales et politiques. Nous avons également gagné une attention privilégiée aux secteurs démunis, aux infirmes de guerre, aux populations déplacées.

Nous avons par ailleurs désamorcé le rôle que le gouvernement voulait faire jouer aux syndicats pro-gouvernementaux. Jusqu'à présent, ces syndicats étaient briseurs de grève et servaient d'hommes de main contre les travailleurs. Après la concertation, leur position a changé dans la mesure où ils ont pris des engagements écrits. Ils ont moins de possibilité d'agir comme hommes de main.

Du fait qu'ils ne manifestent pas à notre égard la haine que cultivent les sphères officielles, ils pourraient se joindre à nous dans la lutte contre le chômage.

L'UNITE SYNDICALE

S.F.: Venons-en aux alliances avec d'autres forces et d'autres syndicats. Quelle est l'analyse du FNT?

E.G.: Après avoir atteint l'objectif de la participation, la question de l'unité syndicale est la plus importante. Nous sommes convaincus qu'une harmonisation des actions politiques, économiques et sociales du FNT et d'autres centrales syndicales est déterminante. Nous pensons que c'est possible. Nous avons déjà établi une relation de travail.

S.F.: Par exemple?

E.G.: Au sein de la Commission agraire nationale, où nous n'abordons pas seulement les problèmes paysans et syndicaux, mais aussi ceux de la contra. Egalement dans les grandes entreprises d'agro-exportation, comme celles du sucre, où les positions se sont rapprochées.

FNT - FSLN : DEPENDANCE OU AUTONOMIE ?

S.F.: On parle beaucoup de la liberté d'action dont devrait jouir le FNT par rapport au FSLN. Qu'en pense le FNT?

E.G.: Je crois que la question de l'autonomie est plus une question d'objectivité que de réglementation. Si je suis objectivement convaincu que je dois défendre telle revendication, j'ai une possibilité d'action et j'utilise toutes les instances pour parvenir à mon but. Je ne me subordonne à personne pour lancer une action. Par exemple, lorsqu'en novembre il y avait une certaine tension militaire à la suite de la sédition de quelques maires de la Région V, le FNT pensait fermement qu'il fallait mener la lutte syndicale dans le cadre de la négociation et ne pas ajouter une tension supplémentaire. Si nous interrogeons les camarades du FSLN, je suis sûr qu'ils nous donneront raison. Perdent-ils pour autant leur autonomie? La relation avec le sandinisme, c'est justement ce qui donne son autonomie au FNT. Car le FSLN a respecté l'opinion des travailleurs organisés. Il n'a jamais fermé la porte à la participation des travailleurs, bien au contraire.

LES GRANDS THEMES DE L'AVENIR

S.F.: Le FNT va-t-il se limiter à des questions concrètes, quotidiennes?

E.G.: Nous allons devoir affronter des questions très graves. Nous avons défendu la nationalisation des ressources naturelles, des banques etc... Or la majeure partie des gouvernements latino-américains sont en train d'accélérer les privatisations. Ce sont ces vents-là qui

soufflent. Le mouvement ouvrier a une grande responsabilité face au courant financier international, brutal et démolisseur, qui cerne les pays pauvres.

En plus des aspects concrets et quotidiens, de la possibilité d'une convergence avec la petite et moyenne production pour développer la consommation intérieure, d'un meilleur travail avec les autres centrales syndicales, nous allons devoir relever des défis stratégiques. Il ne faut pas perdre de vue que le gouvernement mène une discussion sérieuse sur la réinsertion dans le marché international et que cela aura des conséquences politiques. Par ailleurs, nous devons réfléchir à de nouvelles formes de mobilisation...

CONSOLIDATION DU SECTEUR "MODERE"

Sergio Ferrari

Managua, 11 janvier (ANN). La semaine qui vient de s'écouler a été marquée par une intense activité politique après la pause de fin d'année. Dans une certaine mesure, on peut considérer que la période de transition est terminée. L'élection du bureau de l'Assemblée nationale, le remaniement ministériel et le maintien du général Humberto Ortega à la tête des Forces armées indiquent que les choses sont en train de se définir et permettent d'avancer quelques hypothèses.

ELECTIONS A L'ASSEMBLEE

Le 9 janvier, comme le prévoit son règlement, l'Assemblée nationale a renouvelé pour deux ans son bureau. La défaite de Miriam Argüello, qui assumait la présidence depuis avril, et l'élection à son poste d'Alfredo César grâce aux voix sandinistes modifient sensiblement le rapport des forces au Parlement. Le FSLN a conservé deux postes, celui de deuxième vice-président qui sera occupé par Reinaldo Tefel, et celui de deuxième vice-secrétaire auquel a été élu Edmundo Jarquín. Le groupe des "modérés" favorables à Violeta Chamorro a renforcé ses positions au détriment des députés proches du mouvement de Virgilio Godoy "Sauvons la démocratie".

Les 32 voix - sur 92 - du groupe sandiniste ont été décisives. Les principaux porte-parole du FSLN avaient averti à l'avance que son choix se porterait sur les candidats qui ont manifesté au cours des derniers mois la volonté de consolider la réconciliation. Le courant "revanchard" soutenu par l'extrême-droite a donc subi à l'Assemblée sa première défaite.

DE LA CONTRA AU GOUVERNEMENT

L'entrée au gouvernement de deux anciens cadres de la contra constitue une des surprises du remaniement ministériel qu'avait annoncé l'exécutif. Oscar Sovalbarro, ali-

as *Ruben* dans la contra, et Boanerges Matus, alias *Pepe*, anciens leaders de premier plan de la "Résistance nicaraguayenne" appartiennent en effet au groupe le plus critique. Le premier occupe désormais le poste de vice-ministre de l'Institut des rapatriés et le second celui de vice-ministre de l'Institut de la Réforme agraire.

Si elle se confirme, la prochaine désignation d'Israel Galeano, l'ancien commandant *Franklin*, autre leader contra, à un poste au gouvernement viendra compléter l'intelligente tactique mise en oeuvre par le gouvernement dans le but de se gagner un secteur qui jusqu'à présent l'a fortement critiqué, mais aussi pour enlever leur base politique aux groupes réactionnaires rassemblés autour Virgilio Godoy. Il n'y a pas si longtemps, en novembre, *Pepe* et *Ruben* ont offert un soutien important au mouvement de sédition mené dans la Région V par un groupe de députés et de maires appartenant à "Sauvons la démocratie".

PAS DE CHANGEMENT A LA DEFENSE

C'est également le 10 janvier que la présidente Chamorro a confirmé à son poste de Chef des armées le général Humberto Ortega sans nommer, comme l'on s'y attendait, un ministre civil de la Défense, charge qu'elle continuera à assumer elle-même. Ces deux faits ont déçu les espérances du courant le plus réactionnaire de l'UNO, qui, soutenu par l'ambassade des Etats-Unis, demande depuis avril dernier la destitution des plus hauts responsables de l'armée.

Le puzzle que représente la vie politique nicaraguayenne est donc en train de prendre forme. Tout indique une consolidation du secteur proche de la présidente et une division de plus en plus vertigineuse de l'UNO - comme le prouve entre autres le fait que lors des débats pour l'élection du bureau de l'Assemblée, les intervenants se présentaient au nom de leur parti et non de la coalition. Tandis que l'armée semble avoir atteint une stabilisation complexe, le gouvernement prend des garanties pour l'avenir en offrant à la contra une participation qui la rend également co-responsable de sa gestion.

Cette avancée, paradoxalement, ne s'est pas faite au détriment du FSLN, qui garde la part de pouvoir assurée par les accords de Transition, mais du secteur Godoy. Néanmoins, le vice-président de la République ne s'avoue pas vaincu et va tenter de mettre en mouvement les mairies qui lui sont acquises et les forces qui lui sont favorables, comme le Conseil supérieur de l'entreprise privée, pour mettre à profit la crise économique et sociale et regagner un espace qu'il ne se résigne pas à perdre.

Les autres changements intervenus dans le gouvernement sont de moindre importance. Outre des mouvements au ministère de l'Economie, le ministre de l'Education, Sofonías Cisneros, est remplacé par son vice-ministre Humberto Belli, qui avait depuis longtemps

étendu son influence dans ce ministère. Il va diriger un nouvel institut dont la fonction sera d'organiser l'enseignement technique.

L'AFFAIRE DES MISSILES

Managua, 8 Janvier (ANN). En remettant illégalement 28 missiles à la guérilla salvadorienne, les officiers de l'Armée populaire sandiniste (EPS) ont-ils agi selon les principes de solidarité internationale qu'ils affirment défendre ou ont-ils commis un acte immoral, comme le les en accuse le communiqué de l'EPS? Une question qui soulève un débat parmi les sandinistes. Les forces réactionnaires, quant à elles, profitent de cette affaire pour exiger une fois de plus la destitution du général Humberto Ortega.

Alléguant des "principes révolutionnaires" qui, d'après eux, ont cessé d'être l'apanage de l'EPS, les inculpés invoquent leur droit de venir en aide à la guérilla salvadorienne et à la population civile qui doivent se défendre contre les bombardements aériens de l'armée gouvernementale. Mais le haut commandement militaire a qualifié la remise des missiles de "grave délit". Affirmant que les quatre officiers inculpés ont commis une action "moralement et juridiquement condamnable", l'EPS rappelle dans un communiqué que déjà sous le gouvernement sandiniste, c'était dans la recherche de solutions pacifiques et négociées en Amérique centrale que s'exprimait la solidarité internationale et que ce type de délit remet en cause cette politique. De plus, L'EPS considère que le devoir révolutionnaire de ses membres est de contribuer à la consolidation de la démocratie au Nicaragua car c'est elle qui permettra aux "causes justes" de triompher en Amérique centrale.

De fait, la remise des missiles au FMLN constitue une grave infraction aux lois militaires du Nicaragua, aux accords négociés entre l'EPS et l'URSS qui interdisent le transfert des armes à des tiers et finalement aux accords d'Esquipulas, signés par le gouvernement sandiniste qui excluent toute aide à des "troupes irrégulières" opérant dans un pays voisin.

Pour les Etats-Unis, évidemment, cet incident tombe à propos. Bien que Daniel Ortega insiste sur le fait que sous son gouvernement "l'EPS n'a pas fourni une seule cartouche à la guérilla salvadorienne", ils saisissent l'occasion de brandir cet incident comme la preuve, qu'ils ont cherché en vain pendant dix ans, de la soi-disant aide des sandinistes au FMLN.

D. Ortega craint que Washington ne se serve de ce prétexte pour contraindre le gouvernement de Managua à éliminer les sandinistes de l'armée et de la police. Il prévoit en outre que les Etats-Unis exigeront de l'URSS qu'elle retire tous les missiles terre-air fournis antérieu-

rement au Nicaragua, ce qui affaiblirait la défense du pays.

Il est vrai que Moscou a annoncé l'envoi d'une commission militaire qui fera l'inventaire des armes soviétiques se trouvant au Nicaragua. Néanmoins, dans un communiqué publié le 5 janvier, le représentant du ministère soviétique des Affaires étrangères rappelle que l'URSS a cessé de fournir des armes au Nicaragua depuis 1989 et suggère aux Etats-Unis de s'abstenir de continuer à le faire au Salvador.

De son côté, le FMLN a annoncé qu'il mènerait une enquête afin de trouver les responsables du trafic, vraisemblablement des "cadres intermédiaires" de la guérilla qui auraient agi de leur propre chef. D'autre part, un des cinq commandants de l'organisation révolutionnaire, Joaquín Villalobos, mentionné par par les inculpés, a nié avoir eu connaissance de cette affaire.

DE L'ILLEGALITE DES LUTTES DE LIBERATION

La critique adressée au commandement de l'EPS par les quatre officiers impliqués dans l'affaire des missiles a provoqué des remous au sein du sandinisme. Adrian Meza (Conseiller juridique du Front national des travailleurs; NDT) affirme dans un article publié dans *Barricada* qu'il n'y a pas besoin de nier la valeur morale des auteurs du "délit" pour démontrer que les "institutions du pays et du gouvernement n'y ont pris aucune part". Il rappelle que la lutte contre le somozisme, qui a reçu de nombreux gages de solidarité du monde entier, a aussi été taxée d'illégale. A. Meza conclut en affirmant que l'histoire absoudra les officiers.

Augusto Zamora (Conseiller juridique du Front national des travailleurs; NDT) explique dans la même édition que, lors de la guerre qu'ils ont menée contre la révolution sandiniste, les Etats-Unis n'ont pas hésité à bafouer le droit international en refusant de se plier au verdict de la Haye. De plus, quand ils ont fourni des missiles terre-air aux contras et que le Salvador, le Honduras et le Costa Rica ont mis leur territoire à la disposition de ces "troupes irrégulières" pour qu'elles lancent leurs attaques contre le Nicaragua, aucun de ceux qui condamnent à présent la remise des missiles au FMLN n'avait exigé à ce moment-là la destitution d'un général ou d'un homme politique de ces pays.

LA SOLITUDE DU TIERS-MONDE

A. Zamora accuse les autres pays centraméricains de n'avoir pas respecté les accords d'Esquipulas, ce qu'il juge illégal. "Si le Salvador les avait respectés, allègue-t-il, il y a longtemps que la guerre dans ce pays serait terminée".

Quant au fait que l'URSS, à la demande des Etats-Unis, leur a fourni des informations sur le lot d'armes remis à

l'EPS en 1986, A. Zamora estime qu'il prouve que Moscou privilégie ses relations avec les Etats-Unis au détriment de l'amitié qui l'unissait à l'EPS. Se référant au tiers-monde, il estime que cette situation reflète "notre solitude et notre misère".

Par ailleurs, la Jeunesse sandiniste a pris parti en faveur des officiers inculpés, déclarant qu'elles ne les considéraient pas comme des criminels car le principe de solidarité internationale qui avait guidé leur action est contenu dans la Constitution, position rejetée par D. Ortega.

DES CONTRAS REPRENENT LES ARMES

Jinotega, 7 Janvier (ANN/Barricada). Au moins 400 contras de l'ancienne Résistance nicaraguayenne se sont regroupés dans les environs du petit village de El Cua, dans le département de Jinotega (Région VI) et ont repris les armes. Ce mouvement pourrait être dirigé depuis Managua par des secteurs extrémistes dont l'intérêt est de destabiliser le pays.

Environ six groupes d'anciens contras ont repris les armes et exigent du gouvernement qu'il respecte l'engagement en treize points pris l'an dernier au moment des accords de démobilisation. Les habitants de la zone, qui signalent la présence de nombreux groupes armés dans leur région, précisent cependant qu'il faut faire la distinction entre "les bandes de voleurs et ceux qui arrêtent les véhicules pour expliquer que leur situation est désespérée parce que le gouvernement n'a pas respecté ses engagements".

Rodolfo García, délégué du ministère de l'Intérieur à El Cua, confirme que des émissaires de ces groupes l'ont contacté pour lui demander de rencontrer, de manière officieuse, des représentants du gouvernement. Pour lui, la solution serait de créer une nouvelle municipalité à Ayapal, zone située entre la frontière hondurienne et San José de Bocay, mais c'est au gouvernement d'en décider. Rappelant les incidents survenus le mois dernier à Jalapa, (voir bulletin 231), il affirme: "Nous voulons éviter que se présentent ici des situations de ce type et c'est pourquoi nous sommes prêts à dialoguer. Mais nous ne pouvons pas rester dans l'incertitude. A tout moment, ils peuvent nous enlever ou provoquer une émeute".

Bien qu'aucun ancien chef de la Résistance n'accepte la responsabilité de ce phénomène, les paysans sont dans l'incertitude. Pour R. García, dans un groupe, il y a toujours des leaders. "Tout mouvement a des ramifications et il faut rechercher ceux qui tiennent les fils". A cause des caractéristiques des autres soulèvements et conflits survenus dans cette région, nombreux sont ceux qui pensent que cette stratégie est dirigée depuis Managua. "Personne ne nage à contre-courant et ne prône la guerre sans qu'il y ait derrière un intérêt particulier", a affirmé

un haut dirigeant de la Résistance. Des paysans expliquent que les chefs des groupes armés sont en train de recruter leurs anciens compagnons d'armes. "Ils ont proposé récemment à mon beau-frère de reprendre le maquis...et il a disparu depuis plusieurs jours", affirme un paysan qui préfère de toute évidence garder l'anonymat.

El Tigriillo, qui a démenti la rumeur selon laquelle il avait repris les armes, ainsi que *Kaliman* et d'autres anciens chefs de la Résistance pensent que le réarmement des démobilisés est hors de propos. Toutefois *Kaliman* ne le condamne pas comme forme de pression car selon lui "c'est vrai que le gouvernement n'a pas respecté les accords". Cet ancien contra, à présent membre de la Commission agraire de Jinotega, affirme que l'Armée populaire sandiniste et l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) ont apporté une aide importante. Mais d'après lui, il y a des gens qui, au lieu de répondre aux besoins du peuple, vont chercher des solutions dans les restaurants de luxe. *Kaliman* pense que la situation d'El Cua et de Wiwilí est grave parce que les groupes armés ont menacé d'enlever des membres de la Commission agraire ainsi que des autorités locales alors que les paysans réprouvent ces actions. Selon lui, le mécontentement de la contra est aggravé par la mauvaise répartition par la CIAV du matériel et de la nourriture.

Tout comme à Jalapa où des groupes ont également pris le maquis, les paysans de la zone craignent la reprise de la guerre. Cependant, R. García explique qu'il est très difficile de contrôler le désarmement dans les campagnes parce qu'on peut facilement y cacher des fusils.

D'anciens chefs de la contra ont proposé la création d'une commission comprenant des membres du gouvernement et de la Résistance afin de dialoguer avec les groupes armés. Apparemment, ces derniers ont répondu qu'ils déposeront les armes quand le gouvernement respectera les treize points accordés l'année dernière.

AVERTISSEMENT DE FRANKLIN

Dans une réunion d'environ 300 démobilisés à El Naranjo, à 35 kilomètres au nord de Waslala (Région VI), le dirigeant contra Israel Galeano, alias *Franklin*, a averti du danger de nouvelles actions armées de la part des 1600 contras qui, dans cette zone, attendent en vain depuis quelques mois l'aide du gouvernement. Les contras eux-mêmes ont expliqué que c'est le désespoir qui les a poussés à reprendre les armes. Leurs demandes sont soutenues par des membres de coopératives sandinistes qui ont toutefois préféré démontrer leur volonté de paix en restituant leurs armes aux autorités.

Franklin a insisté sur la nécessité de construire des routes pour faciliter l'accès aux 15 000 hectares de terres assignées aux contras. De plus, le maire a exigé du gouvernement que des crédits leur soient alloués pour ensemer ces terres. L'état d'abandon dans lequel se trou-

vent les paysans de la Résistance a conduit *Franklin* à regretter qu'il y ait "tant d'argent pour la guerre et si peu pour la paix et le développement".

CHANGEMENT A LA TETE DE LA PRENSA

Managua, 8 janvier (ANN). Depuis le 4 janvier, le quotidien *La Prensa* a un nouveau directeur. Horacio Ruiz, ancien rédacteur en chef du journal et homme de confiance des Etats-Unis, a en effet pris la place de Cristiana Chamorro. La fille de la présidente de la République, qui dirigeait le journal depuis 1987, en préside maintenant le Conseil des actionnaires, poste plutôt décoratif qu'occupait jusqu'à présent sa mère.

Ce changement reflète un conflit au sein de la famille Chamorro, fruit des contradictions qui déchirent la coalition de l'UNO. C. Chamorro, épouse du ministre de la présidence A. Lacayo considéré comme un modéré, aurait adopté une ligne trop loyale envers le gouvernement, provoquant des désaccords avec certains actionnaires du journal.

Déjà en novembre, son oncle Jaime Chamorro, vice-président du Conseil des actionnaires, avait profité de son absence, pendant les troubles de la Région V, pour prendre le contrôle du quotidien et y soutenir les actions de destabilisation de l'extrême-droite. C'est lui qui, en 1980, avait provoqué un conflit à l'issue duquel 80 % des journalistes avaient quitté leur poste pour protester contre la ligne anti-sandiniste qu'il avait imposé et étaient partis fonder *El Nuevo Diario*. Il explique que les récents changements ne signifient pas que le journal soit passé "dans l'opposition" ou qu'il soit devenu un "ennemi du gouvernement" mais qu'il s'agit d'une "réorganisation". Il estime néanmoins que les positions inconditionnelles de l'ancienne directrice à l'égard de la présidence étaient nocives pour *La Prensa* car le gouvernement et le journal, "comme l'huile et l'eau", ne doivent pas se mélanger. H. Ruiz, quant à lui, lui reproche "sa loyauté filiale et son manque de professionnalisme".

C. Chamorro s'est défendue contre cette manière de la juger comme un prolongement de son mari et de sa mère. Bien que 80 % des travailleurs du journal aient signé une lettre en sa faveur, elle a accepté de se retirer.

Selon *El Nuevo Diario*, H. Ruiz est un anti-sandiniste acharné et sa nomination à la direction de *La Prensa* serait le résultat d'une manoeuvre de la CIA pour affaiblir l'aile Chamorro dans le gouvernement et isoler A. Lacayo. Il est à craindre que sous la direction d'H. Ruiz, qui entretiendrait des rapports étroits avec l'ambassade des Etats-Unis, la confrontation avec les sandinistes soient renforcée dans les colonnes du journal, ce qui ne peut qu'aiguiser les tensions dans le pays.

EL SALVADOR : UN HELICOPTERE QUI TOMBE A PIC

Salvador Alvarado

Managua, 9 janvier (ANN/IECA). Le 2 janvier dernier, trois militaires étatsuniens sont morts au Salvador au cours d'une mission d'appui à l'armée gouvernementale. Comme le signale le *Miami Herald*, l'hélicoptère dans lequel ils se trouvaient survolait au moment de sa chute le hameau de San Francisco (département de San Miguel), un "des endroits chauds de la guerre". Bien que le Département d'Etat l'ait prétendu, il est difficile de croire que les militaires effectuaient un vol de routine. Les Etats-Unis affirment que deux des militaires ont été abattus au sol par des combattants du FMLN. La guérilla de son côté, respectueuse des conventions internationales sur les lois de la guerre, a entrepris une enquête dans le cadre de laquelle elle a mis aux arrêts deux combattants qui seront jugés selon les lois du FMLN et non remis à la justice salvadorienne, et encore moins à la justice étatsunienne comme, selon la Voix de l'Amérique, l'aurait demandé l'ambassadeur étatsunien William Walker.

Cette affaire est importante à plus d'un titre et avant tout, la présence des trois militaires en zone de guerre met en évidence le fait que les Etats-Unis, loin de se retirer du conflit pour permettre une solution pacifique entre salvadoriens, maintiennent leur intervention.

Il y a quelques jours, les Etats-Unis ont envoyé avec l'Union soviétique une lettre au secrétaire général de l'ONU pour lui demander de jouer un rôle plus actif dans les négociations entre le gouvernement et le FMLN afin de les accélérer et de parvenir le plus rapidement possible à un cessez-le-feu.

Ces deux faits, la manipulation de la mort des militaires et la lettre à l'ONU, démontrent que Washington n'est pas sérieusement disposé à permettre une solution politique au conflit salvadorien, alors qu'il est évident que les progrès de ces négociations dépendent de l'attitude de l'administration Bush. L'incident des militaires est utilisé pour raffermir une politique dont les objectifs sont toujours la domination sur l'Amérique centrale et permet dans l'immédiat d'avancer quelques pions. Tout d'abord, il permet de faire pression sur le Congrès pour qu'il accorde au gouvernement Cristiani le reste de l'aide militaire dont il avait décidé de geler l'attribution et qui serait utilisé à renforcer l'armement en vue de changer le rapport de forces. Les problèmes rencontrés actuellement par l'armée gouvernementale concernent surtout l'armement aérien car le FMLN a maintenant une capacité de riposte anti-aérienne plus grande. Cette situation sur le terrain gêne l'armée qui a perdu de sa capacité de contrôle du territoire et de son initiative dans les opérations.

Ensuite, la mort des militaires permet de faire pression sur le FMLN pour qu'il ralentisse ses actions militaires et d'éviter ainsi que la crise interne de l'armée ne s'approfondisse. Consolidant la position du gouvernement, les Etats-Unis interviendraient ainsi directement dans la négociation. En effet Washington sait que tôt ou tard un accord sera trouvé et veut assurer au gouvernement une position de force afin que les résolutions finales lui soient favorables. Enfin, La Maison Blanche et A. Cristiani utilisent la mort des militaires pour détourner l'attention, surtout aux Etats-Unis, et faire oublier l'enquête sur l'assassinat des jésuites, qui n'aboutit pas. Récemment, deux des juges d'instruction chargés de l'enquête ont démissionné, alléguant qu'ils avaient subi de la part de l'ambassade des Etats-Unis des pressions et des menaces pour les obliger à couvrir les auteurs intellectuels du crime.

Par ailleurs, la campagne de discrédit lancée par le gouvernement contre le FMLN pourrait servir à justifier à l'avance l'intention du gouvernement de n'arriver à aucun résultat concret lors de sa prochaine rencontre avec la guérilla.

GUATEMALA : LES HOMMES D'AFFAIRES AU POUVOIR

Walter Valencia

Mexico, 9 janvier (ANN/Cerigua). Le 6 janvier, Jorge Serrano, pasteur intégriste de 45 ans candidat du Mouvement d'action solidaire (MAS) a été élu à la présidence du Guatemala avec 936 000 voix contre 438 000 à son adversaire, le chef d'entreprise Jorge Carpio. Mais le taux d'abstention, de 55 %, a dépassé de 20 % celui des élections qui avaient porté Vinicio Cerezo au pouvoir, ce qui donne au nouveau président une bien faible représentativité.

QUI EST LE NOUVEAU PRESIDENT

Après avoir longtemps milité, dans les années soixante, dans le mouvement de jeunesse de la Démocratie chrétienne et dans des groupes d'Action catholique, il collabore avec les services secrets militaires. S'étant lié avec des intégristes aux Etats-Unis, il revient au Guatemala et prend la direction de la secte "Elim", dont Ríos Montt est également membre. Sous le gouvernement de ce dernier, en 1982, il assume la présidence du Conseil d'Etat, organisme qui approuve des lois telles que la création des tribunaux spéciaux, de sinistre mémoire.

A cause de la perte de prestige de Ríos Montt, J. Serrano, comme d'autres fonctionnaires de son gouvernement,

quitte la secte "Elim" et rejoint celle du "Dieu Tout-Puissant". Après avoir été le candidat à la présidence du Parti démocratique de conciliation nationale en 1985, il s'en éloigne et fonde le Mouvement d'Action solidaire, membre de l'Union démocratique internationale. En 1987, il représente les partis politiques au sein de la Commission nationale de réconciliation et c'est lui qui souscrit l'Accord d'Oslo avec l'Unité révolutionnaire nationale du Guatemala (URNG).

UN CABINET DU SECTEUR PRIVE

Lors de la présentation de son cabinet, J. Serrano a soutenu qu'il avait choisi ses membres en fonction de leur compétence et non par complaisance envers des partis politiques. Bien qu'y figurent également des personnalités politiques et des membres de sectes intégristes, il est clair que le nouveau président a privilégié le secteur privé: des représentants de l'industrie et de la banque contrôlent la plupart des porte-feuilles.

Cela pourrait bien signifier que le nouveau président, qui est très proche du parti républicain des Etats-Unis, approuve le programme économique proposé par ces secteurs du patronat, à savoir l'application du "Plan Harberger", dont l'auteur est un étatsunien qui fut le conseiller économique de Pinochet.

Parmi les personnalités politiques qui font partie du cabinet, figure A. Castillo, un ingénieur lié aux affaires immobilières du nouveau président qui a été nommé ministre des Affaires spécifiques. Par ailleurs, le "Conseil spécifique de la Présidence" est constitué d'intégristes, dont Arturo Bianchi, beau-frère du nouveau président, qui a été le conseiller principal du général Ríos Montt lorsque celui-ci a gouverné le pays de 1982 à 1983.

J. Serrano n'a encore désigné personne aux ministères de la Défense et de l'Intérieur, affirmant qu'il le ferait une fois qu'il se serait entretenu avec le haut commandement de l'armée. Or, s'il est vrai que d'après la constitution le président doit choisir le ministre de la Défense parmi une liste de trois noms proposée par l'armée, il a toute liberté de désigner seul celui de l'Intérieur. C'est donc un premier signe de faiblesse et si, à l'instar de son prédécesseur, V. Cerezo, le nouveau président se plie aux intérêts de l'armée et défend l'impunité des militaires impliqués dans des milliers d'assassinats et de disparitions, il lui sera difficile de tenir sa promesse de rechercher la paix par des moyens politiques.

En effet, J. Serrano s'est engagé à appliquer l'Accord de base passé en mars dernier entre la Commission nationale de réconciliation et l'URNG. Bien que le haut commandement de l'armée s'emploie à freiner le processus de paix, une étape décisive pourrait bien s'ouvrir sous peu: le commencement de négociations de haut niveau entre la guérilla, le gouvernement et l'armée.

EN BREF

CONGRES EXTRAORDINAIRE DU FNT ce week-end pour discuter des accords issus de la concertation que le gouvernement ne respecte pas, des privatisations en faveur des travailleurs, du plan de lutte pour 1991 et de la position du FNT face à la mission du FMI qui arrivera bientôt. L'ATC vient de rejeter la proposition du gouvernement qui veut que la privatisation des entreprises d'état se fasse à part égale: 30% au privé, 30% aux travailleurs et 30% à l'état. La contre-proposition syndicale pourrait être 15% au privé, 20% aux anciens contras, 12% aux militaires récemment licenciés et le reste aux travailleurs.

JOHN HULL REAPPARAÎT... aux Etats-Unis. Le gouvernement costaricien va demander l'extradition de cet agent de la CIA étroitement mêlé au Contragate et au trafic de drogue.

TELCOR TOUJOURS. Les négociations continuent à propos de la répression exercée après la grève de décembre. Le ministère du Travail estime que les mesures prises correspondent à des nécessités de l'institution. En attendant, la presse sandiniste a révélé l'anarchie et la corruption qui y règne.

POLICE SECRETE. Le gouvernement va créer une police secrète et des unités anti-drogue et anti-terroriste. Cette nouvelle police n'aura pas le droit de procéder à la détention de suspects et son rôle sera d'apporter des informations aux autres corps. Les unités anti-drogue et anti-terroriste seront entraînées par "des pays amis". De plus, un effort va être fait pour doubler les effectifs de la police anti-émeute. Par ailleurs, par manque d'argent, le chapitre de la police rurale, qui recrutait des anciens contras, est clos.

DANIEL ORTEGA AU PROCHE-ORIENT. Daniel Ortega poursuit sa mission de paix commencée il y a deux mois. Après des conversations avec Javier Pérez de Cuellar, secrétaire de l'ONU, il s'est rendu à Amman avant d'aller à Bagdad où il rencontrera le président Saddam Hussein. D. Ortega s'efforce de créer un "groupe de contact" composé de personnalités d'Europe et du Tiers Monde qui devrait chercher une solution intégrale au problème du Proche-Orient, incluant l'occupation des territoires arabes par Israël et le droit des Palestiniens à disposer d'un état.

CATASTROPHE ECOLOGIQUE. D'anciens contras ont défriché un terrain d'expérimentation agricole et forestière dans la Région V, détruisant des espèces protégées et des semences améliorées pour cultiver du maïs et des haricots. Le terrain d'expérimentation scientifique, qui existait depuis 1942 et avait été restauré après l'ouragan, vient d'être mis à la disposition des contras. Le Mouvement écologiste nicaraguayen dénonce cette destruction et critique l'ancien gouvernement et l'administration actuelle pour avoir permis le recul de la frontière agricole. Il estime que d'ici vingt ans la forêt tropicale humide aura disparu et qu'on assistera à une désertification. Selon les écologistes, le problème de la terre devrait être résolu en expropriant les grands propriétaires fonciers.

GUATEMALA. Près de cent syndicats regroupés au sein du Front unitaire des travailleurs du Guatemala (FUTG) ont appelé la population à lutter de façon unitaire pour le respect des accords de paix signés avec la guérilla, pour la démilitarisation de la société, qui implique la disparition des pôles de développement, des villages modèles et des Patrouilles d'auto-défense, et pour la réforme agraire. Il demande également que le Procureur des droits de l'homme ait un représentant dans chaque département.

JA/PP
8034 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
Téléphone: (41) 01/382'04'66. Télex: (45) 817585'158 com ch.
Electronic mail: GeoMail NET2:ANN-EUROPA;
Internet ANN-EUROPA@NET2.GEOMAIL.ORG;
DASnet (DCFCM2)ANN-EUROPA.

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédéric Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible.